



14ème législature

Question N° : 101662	De M. Jean-Pierre Decool (Les Républicains - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires sociales et santé		Ministère attributaire > Affaires sociales et santé
Rubrique > fonction publique hospitalière	Tête d'analyse > catégorie C	Analyse > ambulanciers. revendications.
Question publiée au JO le : 27/12/2016 Réponse publiée au JO le : 24/01/2017 page : 508		

Texte de la question

M. Jean-Pierre Decool attire l'attention de Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur la reconnaissance du métier d'ambulancier hospitalier, en particulier dans les services mobiles d'urgences et de réanimation, dits SMUR. Les ambulanciers exerçant dans la fonction publique hospitalière font partie du corps des conducteurs ambulanciers régi par le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière. Ils sont actuellement considérés comme des personnels de catégorie C sédentaire. Par définition, les ambulanciers hospitaliers ne sont donc pas supposés être en contact avec les patients. Pourtant, dans la réalité, leur quotidien est tout autre. En effet, lors d'une intervention, l'ambulancier est le premier intervenant, avec l'infirmier, à porter assistance aux personnes victimes de diverses pathologies. Il a également un rôle psychologique important en accompagnant les familles de victimes qui, dans ces moments délicats, sont souvent désemparées. Dans les situations d'urgence vitale, l'ambulancier peut, par ailleurs, être amené à pratiquer des gestes de premier secours auprès de la victime en assistant le médecin. La diversité des tâches et responsabilités qu'ils assurent au quotidien dépasse donc largement le cadre de base qui leur a été assigné. Ces agents de la fonction publique hospitalière sont enfin soumis à un travail physiquement éprouvant, avec des horaires décalés et peuvent, dans certains cas, être confrontés à des agressions physiques. Par conséquent, il lui demande de bien vouloir envisager une évolution du statut des ambulanciers hospitaliers.

Texte de la réponse

Les ambulanciers exerçant dans la fonction publique hospitalière font partie du corps des conducteurs ambulanciers régi par le décret no 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière. Leur statut particulier prévoit que les conducteurs ambulancier ont pour mission « d'assurer le transport des malades et blessés et la conduite des véhicules affectés à cet usage », de participer, « le cas échéant, à l'activité des services mobiles d'urgence et de réanimation » ; quant à ceux qui sont dans un grade d'avancement « ils peuvent être chargés de fonctions de coordination ». Leur mission principale est donc de conduire les véhicules affectés au transport de blessés et de malades. Les emplois classés dans la catégorie active présentent un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles justifiant un départ anticipé à la retraite. L'appartenance à cette catégorie ne dépend pas uniquement du grade détenu par le fonctionnaire, mais aussi et surtout des fonctions qu'il exerce. Certains emplois de la fonction publique hospitalière ont été classés en catégorie active par un arrêté interministériel du 12 novembre 1969 modifié, en dernier lieu, en 1979. Ainsi, les aides-soignants en service de soins, les puéricultrices dans les services de pédiatrie ou les sages femmes sont des emplois classés en catégorie



active. Cet arrêté ne mentionne pas les emplois d'ambulancier. A ce jour, il n'est pas prévu de faire évoluer la liste des emplois de la fonction publique hospitalière classés en catégorie active. Toutefois, la prise en compte de la pénibilité de certaines missions, notamment celles d'ambulanciers, passe prioritairement par la prévention, le développement de la politique de santé au travail, la formation, l'aménagement et l'organisation du travail, l'adaptation des postes en fin de carrière et la facilitation des reconversions professionnelles par la mise en place de passerelles entre les métiers. A ce titre, une ordonnance - en cours de signature - mettra en place le compte personnel d'activité (composé du compte personnel de formation et du compte d'engagement citoyen) et améliorera l'accompagnement des agents inaptes à leurs fonctions. Ces deux dispositifs contribueront à une meilleure prise en compte de la pénibilité, de certains métiers, au sein de la fonction publique.